

<http://7lameslamer.net/tsipras-melenchon-et-le-choeur-des-1268.html>



Tsipras, Mélenchon et le chœur des grenouilles

- Le Blog de GGL -



Date de mise en ligne : dimanche 1er février 2015

Copyright © 7 Lames la Mer - Tous droits réservés

Brekekekex koax koax : le chœur des Cassandre coasse, Tsipras passe, la police du langage charge Mélenchon.



Voici près d'une semaine que « Syriza » est arrivé au pouvoir à Athènes, conformément aux prévisions de maints observateurs qui, depuis deux ans, rendaient compte de l'irrésistible progression, dans l'opinion, du refus de l'austérité porté par la coalition dirigée par Alexis Tsipras.

Le succès est d'autant plus remarquable dans un régime parlementaire où le vote est traditionnellement configuré par des logiques clientélistes : depuis La Réunion, où la liberté du suffrage est entravée par le pouvoir des élus « maires en tête » des pouvoirs économiques et des pouvoirs terriens, on imagine quelle force herculéenne a dû mobiliser le peuple grec pour s'arracher aux lois de l'attraction qui semblaient vouer le jeu politique hellène à l'infinie rotation PASOK / Nouvelle Démocratie.

Voici donc une semaine que la Grèce est partie, comme on disait antan, à « l'assaut du ciel », et une semaine que les médias français sont entrés en une fiévreuse sarabande.

« **Bon, vous avez arrêté le licenciement des fonctionnaires.** Vous trouvez qu'il n'y a pas assez de fonctionnaires en Grèce ? » demandait hier encore dans une voix de grelet exaspéré une journaliste de France 24 « elle-même fonctionnaire » à un officiel grec.

À un premier mouvement de sales gosses agacés de voir le Petit Chose relever la tête et bomber le torse, s'est substituée dans le champ politico-médiatique une critique plus « idéologique ».

C'est Jean-Claude Juncker qui a donné le ton en assénant le 29 janvier dernier « *qu'il ne saurait y avoir de choix démocratique contre les Traités* ».

Un thème repris et décliné par le chœur des commentateurs dont certains entrent dans des états proches de l'hystérie lorsqu'ils évoquent les mesures prises par Syriza et la montée en puissance de la gauche dite anti-austéritaire, dans la péninsule ibérique et en Irlande.

On ne compte plus les plateaux-télés où se sont relayées les habituelles et interchangeable Cassandre anticipant la débâcle prochaine des Grecs et décrivant par le menu les dangers que font encourir à l'Europe ces nouveaux acteurs politiques qui « *refusent les règles du jeu* », ont pour modèle le « *Venezuela de Chavez* » et dont certains « horreur » vont jusqu'à assumer une vision positive de la Révolution de 1917.

Brekekekex koax koax : les choreutes du marais médiatique jabotent, Tsipras passe et ne semble pour l'heure pas moins déterminé que le héros d'Aristophane à ramener de l'Enfer économique de quoi mettre fin aux malheurs de la Grèce.



En fait de « bolchevisme », le nouveau Gouvernement grec a accompli en 48 heures les principaux points qui figuraient en 2008 au programme du candidat Obama, programme d'autant plus salué en son temps que chacun comprenait bien que le nouveau boss des USA, nobélifié sitôt entré à la Maison Blanche, ne s'empresserait guère de le mettre en oeuvre.

Il n'aura donc fallu que deux jours aux autorités pour fermer les prisons indignes, naturaliser les immigrés sans papiers, mettre fin aux privatisations du Port du Pirée et du service public de l'électricité, accroître le salaire minimum, restaurer le 13ème mois et se lancer à la recherche de l'argent évaporé en Suisse sous les doubles auspices du Gouvernement précédent et de la Troïka.

Faire en quelques heures ce que trois décennies de psalmodies thatchériennes réputaient infaisable : il y a effectivement là de quoi mettre en révolution l'épiderme et la bile des analystes et faiseurs d'opinion français aux yeux desquels l'exercice d'une volonté politique à l'encontre de l'Europe (comprendre : de l'Allemagne) et des Marchés, divinités tutélaires du moment, confine au blasphème à€” le vrai, pas celui qui consiste à dessiner des bites, mais celui fait « *chuter les bourses* » et « *déprime les investisseurs* ».

Les frontières existant toujours, l'efficacité des anathèmes lancés sur les ondes françaises contre la nouvelle majorité à la *Vouli* grecque, les Espagnols chevelus de « Podemos » ou les Portugais partis eux aussi à l'assaut de la forteresse austéritaire ont un effet politique limité.

C'est donc sur leur homologue français Jean-Luc Mélenchon que tombent à bras raccourcis les imprécateurs médiatiques.

Après une accusation d'« antisémitisme » relayée en son temps par Jean Quatremer (spécialiste ès affaires européennes pour qui, au passage, « *le programme de Syriza ne vaut pas le papier sur lequel il est écrit* »), c'est une autre excommunication pour « droitisme » qu'encourt désormais le leader du Parti de Gauche. Il faut dire qu'en plus de titiller Mme Merkel, idole des rédac' des journaux « raisonnables », M. Mélenchon est le parrain idéologique de M. Tsipras.

« **Syriza** », malgré les galanteries tardives dont il fait l'objet de la part du PS français qui, suite à l'alternance grecque, se découvre keynésien et pikettyste, soutient mordicus le candidat du Front de Gauche contre celui de la rue Solférino dans l'élection partielle du Doubs qui pourvoira le siège de M. Moscovici, parti se faire voir à la Commission après le brillant exercice ministériel que l'on sait.

Le crime de Mélenchon : avoir, en Espagne, qualifié de « caste » le groupe de pouvoir que la rhétorique du Front de Gauche nomme le plus souvent volontiers « oligarchie ».

Haro ! Dire « caste » serait la marque d'un glissement sémantique vers l'extrême-droite, explique « RTL » dans un étranglement de jouissive réprobation.



Vidéos des uns et tweets des autres le prouvent : Philippot dit « caste », Marine Le Pen dit « caste ».

À l'égal des gauchistes grecs qui, nous avertissent d'autres médias, surfent une vilaine vague couleur rouge-brun en affichant une attitude positive à l'égard de la Russie, Jean-Luc Mélenchon serait pris, une fois encore, à barboter dans le saumâtre du populisme.

À bien y regarder, le terme de « caste » est pourtant particulièrement approprié – peut-être plus, d'ailleurs, que celui d'« oligarchie » – pour décrire les structures de pouvoir fermées et endogames contemporaines.

Les castes « sont une forme particulière de classes sociales qui, de manière au moins tendancielle, existent dans toutes les sociétés » affirmait Koebler, auteur de la définition « canonique » de la caste consignée dans la vénérable « *Encyclopaedia of social Sciences* ». Et d'ajouter, de manière fort intéressante pour notre propos, que « *les classes sociales sont le terreau sur lequel se sont développés les systèmes de caste, à des moments divers de l'histoire* » (ma traduction, GGL).

Rapportée à la période contemporaine, cette définition traduit parfaitement le processus en cours, qui voit la transmutation d'une société de *classes* héritée des révolutions industrielle et politique en une société *d'ordre*.

Une critique dans laquelle le Front national est bien tard et bien mal venu : structuré autour de la restauration des hiérarchies économiques remises en cause entre la période du Front populaire et les conquêtes sociales de l'après-guerre, le parti de la famille Le Pen s'est de longue date entiché des politiques Reaganiennes, destinées justement à rétablir les intérêts des capitaines d'industries et banquiers nord-américains et des latifundios de l'Amérique du Sud.

Ce n'est qu'à l'occasion de la prétendue « dédiablement » que Mme Le Pen fille s'est employée à manier un langage plus marqué gauche, à la grande joie des médias auxquels ce procédé permettait tant de valider l'entrée de « Marine » (comme ils disent) dans le champ médiatique que de vérifier l'anathème lancé depuis des décennies sur des « rouges-bruns » jusque-là désespérément fantomatiques.



Dans le monde politique réel, Mme Le Pen, pas plus « sociale » que ne l'était son père, enchaîne les ronds-de-jambe ultralibéraux, vote le Traité transatlantique (TAFTA), « pige » dans le New-York Times et envoie le nouveau converti et bienheureux Aymeric Chauprade déclarer dans des revues que les « *États-Unis sont des alliés historiques et des adversaires géopolitiques* » à€" manière de ne pas désespérer Washington et surtout d'anticiper un probable basculement conservateur Outre-Atlantique qui ferait d'une Amérique Tea-Partysée un « allié géopolitique » de choix.

Le Pen et cie pourfendant les castes, c'est donc évidemment du bidon, mais surtout, du réchauffé et du récupéré.

Voici plus d'un siècle que le mouvement social fait un usage régulier du terme, Jaurès ayant, en son temps, appelé à « *faire disparaître toute politique de caste* ».

Une citation que devraient a minima connaître nos experts médiatiques, puisqu'elle a été fièrement arborée sur son compte twitter par Emmanuel Macron, enfant chéri de la presse...



Enfin, la subite vigilance journalistique vis-à-vis de la bonne tenue du langage politique fait sourire, de la part de journalistes qui manient depuis belle lurette des termes et expressions tels que la « *classe politique* », forgé par Mosca, ou la distinction entre « *le pays légal* » et le « *pays réel* » chère à Maurras à€" concepts par ailleurs non dépourvus d'intérêt, nonobstant leur origine, que nos sourcilleux censeurs utilisent sans même en soupçonner la source.

Une semaine après Tsipras, le chœur des grenouilles n'a pas fini de coasser.

Geoffroy Géraud Legros